



RAPPORT FINAL

ResiliArt | Afrique : La condition de l'artiste en Afrique

PRÉAMBULE

Le Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est, en collaboration avec d'autres bureaux de l'UNESCO dans la région Afrique et la Commission de l'Union Africaine, a organisé un débat régional ResiliArt le 28 juillet 2020 intitulé « ResiliArt | Afrique : La condition de l'artiste en Afrique », qui visait à mettre en lumière les instruments normatifs de l'UNESCO et de l'Union Africaine et les avantages de l'élaboration d'une législation nationale pour le secteur des arts et de la création afin de passer d'un secteur informel à un secteur formel. Ce débat en ligne, qui s'est ouvert par un discours du Ministre des arts et du patrimoine culturel de Maurice a présenté les interventions de 15 experts de toute la région Afrique, a attiré 138 participants sur Zoom et a été diffusé en streaming sur Facebook et YouTube. Voici un compte rendu du déroulement de cet événement.

INTRODUCTION

Introduction et témoignages sur la condition de l'artiste

Séances présidées par Mme Guiomar Alonso Cano

L'introduction au débat en ligne comportait une présentation de citations de divers artistes africains, qui exprimaient le besoin de structures pour soutenir les droits des artistes et autres professionnels de la création, en particulier pendant la pandémie de COVID-19.

La présentation était accompagnée par la musique de la chanteuse Camerounaise Olga Olgha Nkweti (Olgha Nk). Vous trouverez ci-dessous deux exemples des citations présentées :

« Pour parler de liberté artistique, il faudrait peut-être parler, avant, de statut de l'artiste, parce qu'avant d'être libre de pouvoir s'exprimer, il faut juridiquement exister ».

- Mme Valérie Oka, artiste et designer – Côte d'Ivoire (extrait de la vidéo de l'UNESCO "Qu'est-ce que la liberté artistique pour vous", 2018)

« Aussi impitoyable que soit cette pandémie, elle est un signal d'alarme pour les artistes qui doivent trouver de nouvelles idées et solutions et s'adapter à de nouveaux moyens de survie pour faire évoluer leur carrière. L'éloignement physique a empêché les artistes d'obtenir des revenus par le biais de leurs expositions. Je pense qu'il est grand temps que nous explorions les moyens en ligne d'obtenir des revenus afin d'assurer la viabilité de l'art ».

- M. Sheikh Tijan Seckha, réalisateur, monteur et photographe – Gambie



Mme. Guiomar Alonso Cano, Conseillère régionale pour la culture, Bureau de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest / Sahel

SÉANCE 1

Mots de bienvenue

Présentée par M. Firmin Edouard Matoko

Dans son discours de bienvenue, M. Matoko a remercié la Commission de l'Union Africaine pour son partenariat et tous les panélistes et participants pour leur participation au débat. Il a souligné l'impact du COVID-19 sur les économies mondiales et en particulier sur l'ensemble de l'économie créative. Il a déclaré que le lancement du mouvement ResiliArt visait à sensibiliser à l'impact du COVID-19 sur le secteur de la culture, les moyens de subsistance des professionnels de la culture, et à contribuer aux processus décisionnels des États membres de



M. Firmin Edouard Matoko, Sous-Directeur général pour la Priorité Afrique et les Relations

<p>l'UNESCO dans l'élaboration de politiques et de mécanismes financiers visant à donner du pouvoir aux artistes.</p> <p>M. Matoko a souligné la nécessité d'élaborer une législation nationale pour protéger les artistes, leurs moyens de subsistance et leur créativité, conformément à la Recommandation de 1980 de l'UNESCO relative à la condition de l'artiste, aux objectifs de développement durable des Nations Unies pour 2030, et à l'Aspiration 5 de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Il a ajouté qu'il était essentiel de soutenir les praticiens de la création pour qu'ils contribuent à la transformation du continent africain. M. Matoko a souligné le rôle principal de la culture dans le programme Priorité Afrique de l'UNESCO, et du mouvement ResiliArt de l'UNESCO comme véhicule idéal pour le dialogue et l'échange d'informations. Il a exprimé son espoir que ce débat régional ResiliArt encourage les décideurs africains à élaborer des politiques et des législations visant à donner plus de pouvoir aux artistes.</p>	<p><i>extérieures de l'UNESCO</i></p>
<p>SÉANCE 2</p> <p>Discours d'ouverture</p> <p>Présentée par S.Exc. M. Avinash Teeluck</p> <p>Après avoir exprimé sa satisfaction de pouvoir partager l'expérience de Maurice en matière d'élaboration de sa législation sur le statut des artistes, M. Teeluck a souligné que Maurice était le deuxième pays au monde à ratifier la Convention de l'UNESCO de 2005, car le pays a reconnu l'importance des arts dans la promotion de la diversité des expressions culturelles dans la société multiculturelle de Maurice et que la vitalité des arts dépend du bien-être social et économique des artistes, à la fois individuellement et collectivement. Les efforts de Maurice pour développer une législation nationale sur la condition de l'artiste se sont confrontés à de nombreux défis ; cependant, la Convention de 2005 et la Recommandation de 1980 ont fourni des orientations pertinentes pour aider à formuler leur législation. Pour assurer la durabilité du secteur, le gouvernement a reconnu la nécessité d'améliorer la sécurité sociale, le travail et le statut fiscal de l'artiste, qu'il soit employé ou indépendant, compte tenu de sa contribution au développement culturel et social. Il était également urgent d'élaborer des normes de travail spécifiques au secteur qui traitent du droit d'association et de négociation collective, de protection sociale, de rémunération équitable, d'égalité entre les sexes, conformément aux normes existantes de l'OIT et des Nations Unies relatives aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales.</p> <p>Enfin, S.Exc. M. Teeluck a annoncé que, grâce à ce processus, le ministère des arts et du patrimoine culturel avait obtenu l'approbation du gouvernement pour la rédaction du projet de loi sur la condition de l'artiste. Il a exhorté chaque pays</p>	 <p>S. Exc. M. Avinash Teeluck, <i>Ministre des arts et du patrimoine culturel de Maurice</i></p>

africain à adopter des mesures et des politiques pour protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles et à reconnaître le rôle central des artistes, des communautés et des organisations culturelles dans le développement de la diversité.

Veuillez consulter l'annexe pour obtenir l'intégralité des remarques de S.Exc. M. Teeluck.

SÉANCE 3

Cadres normatifs internationaux pour les artistes :

1. Orientations pour les artistes et les professionnels de la culture conformément à l'Agenda 2063 de l'UA et à la Charte de la Renaissance culturelle africaine

Présentée par Mme Angela Martins

Mme Martins a présenté les principaux éléments de la Charte de la Renaissance Culturelle Africaine (2006), qui a été ratifiée par 14 États membres de l'Union Africaine et signée par 35 États membres. Cet instrument est principalement axé sur la promotion des identités africaines, l'esprit du panafricanisme, le développement de l'économie créative, ainsi que la protection et la conservation du patrimoine mondial africain pour une contribution significative au développement en Afrique.

Mme Martins a également présenté l'Agenda 2063 de l'Union Africaine - L'Afrique que nous voulons : cadre stratégique pour une croissance inclusive et un développement durable. L'Agenda 2063 est basé sur l'esprit du panafricanisme et la vision d'une "Afrique intégrée, prospère et pacifique, animée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale". Son Aspiration 5 vise à œuvrer pour une Afrique dotée d'une identité culturelle forte, de valeurs et d'une éthique.

Elle a présenté le plan d'action de l'UA sur les industries culturelles et créatives, qui a été révisé en 2019, et fournit des orientations pour le renforcement du secteur des industries culturelles et créatives africaines en facilitant la réalisation d'un impact social et économique plus large, et en fournissant un cadre pour la coordination efficace des contributions des États membres, des partenaires stratégiques et des parties prenantes.

Elle a également souligné que la Charte de la Renaissance Culturelle Africaine prévoit la promotion de la liberté d'expression, et engage les États membres à reconnaître les expressions culturelles des jeunes selon la culture et les valeurs africaines. Avec le plan d'action sur la culture et les industries créatives, il est



Mme. Angela Martins,
Chef de Division
Culture, Commission
de l'Union Africaine

prévu de protéger les droits de propriété intellectuelle pour encourager la créativité et l'innovation humaines, et de protéger les droits de propriété intellectuelle en tant que tremplin pour la créativité et l'innovation, la recherche et le développement, l'emploi des jeunes et la transformation économique.

Pour renforcer la condition de l'artiste et des travailleurs culturels sur le continent, Mme Martins a informé les participants d'une proposition de l'Algérie pour la création d'une Confédération Africaine du Droit d'Auteur pour aider à la révision des lois nationales sur le droit d'auteur afin de récupérer et préserver les droits des artistes, qui a été soutenue par la Conférence des Ministres des Arts et de la Culture (Octobre 2018, Algérie). Il a également appelé à l'élaboration d'une loi modèle sur le droit d'auteur et à la création d'un groupe de travail chargé d'élaborer cette loi modèle sur le droit d'auteur.

2. Principaux aspects de la Recommandation de 1980 relative à la condition de l'artiste et de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

Présentée par M. Toussaint Tiendrebeogo

M. Tiendrebeogo a présenté les principaux aspects de la Recommandation de 1980 relative à la condition de l'artiste et de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. En introduction, il a rappelé le contexte de l'adoption de la Convention de 2005, qui vise à développer et à promouvoir la diversité des expressions culturelles sur la base d'activités internationales, et qui a été initiée comme un outil pour éviter la domination d'une culture sur les autres, et qui vise à cimenter la place de la culture dans le processus de mondialisation. Avec l'adoption de la Convention de 2005, il était impératif de séparer les biens culturels d'une logique axée sur le marché et d'éliminer les barrières commerciales.

Les aspects concernés de la Convention de 2005 concernant les artistes et les professionnels de la culture comprennent la promotion du libre échange d'idées, la stimulation de l'esprit créatif et entrepreneurial, et la reconnaissance du rôle des artistes dans le maintien de la diversité des expressions culturelles. La facilitation de la mobilité des artistes et des échanges culturels avec les pays en développement a également été mise en évidence dans cette présentation. M. Tiendrebeogo a souligné que la Convention de 2005 visait à promouvoir la vitalité et la diversité des expressions culturelles, le respect des droits de l'homme et la liberté d'expression.

La Recommandation de 1980 traite des préoccupations communes aux différents pays en matière de statut des artistes, tout en évoquant des aspirations communes à la progression. Dans sa présentation, M. Tiendrebeogo a souligné la



M. Toussaint Tiendrebeogo, *Chef de l'Entité de la diversité des expressions culturelles et Secrétaire de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*

<p>reconnaissance de la liberté et des droits des artistes en se référant spécifiquement aux revenus et à la sécurité sociale. La Recommandation reconnaît également le rôle que jouent les artistes dans la société et doit être prise en compte par diverses entités, notamment les ministères de la culture, des TIC, de la justice, du travail, etc. En conclusion, il a réitéré l'objectif de la Recommandation qui vise à défendre les artistes afin qu'ils bénéficient de la même protection et des mêmes avantages (juridiques et sociaux) que les autres catégories de salariés ou de travailleurs indépendants. Il a également souligné la nécessité de moderniser la Recommandation de l'UNESCO sur la condition de l'artiste dans le contexte de l'évolution des environnements technologiques, économiques et sociaux, et la nécessité de créer des modalités qui incluent la contribution des artistes et de la société civile aux processus d'élaboration des politiques culturelles.</p>	
<p>SÉANCE 4</p> <p>Expériences actuelles de la région Afrique</p> <p>Présentée par M. Brahim El Mazned</p> <p>Dans son intervention, M. Mazned a souligné l'impact négatif de la crise de COVID-19 sur le secteur de la création, et comment celle-ci a exposé la situation précaire des artistes et des industries culturelles et créatives. Il a déclaré que les artistes africains ont démontré leur résilience en créant des plateformes en ligne pour présenter leur travail pendant cette période. Cependant, même avant le COVID-19, les artistes ont été tout particulièrement mis au défi parce qu'ils n'avaient pas de reconnaissance de leur condition. M. Mazned a souligné la nécessité de lois et de statuts pour garantir les droits des artistes, la liberté d'expression et une mobilité accrue pour les artistes.</p> <p>M. Mazned a affirmé que sans législation sur le statut de l'artiste, il y a une interférence négative sur la créativité des artistes. Il a déclaré que « Visa pour la musique » au Maroc, une plateforme qu'il dirige, facilite régulièrement la mobilité des musiciens et des créatifs dans toute la chaîne de valeur. Le programme utilise la musique comme vecteur de développement durable et vise à utiliser le programme pour l'intégration des jeunes et des filles qui peuvent s'engager pleinement dans l'effort créatif. Il a exhorté les États africains à sensibiliser à l'importance de la condition des artistes, et a rappelé le rôle central de ceux-ci dans la levée de l'immobilisme, et leur capacité à contribuer à la cohésion sociale pendant cette crise. Il a terminé sa présentation en disant que les pays à forte culture ont su tirer le meilleur des crises et a exhorté les États membres à mettre la culture au cœur des nouveaux modèles de développement du continent.</p>	 <p>M. Brahim El Mazned, <i>2005 La Banque d'expertise, Visa for Music, Maroc</i></p>
<p>SÉANCE 5</p>	

Défis et opportunités pour un travail décent et un emploi productif dans le secteur de la culture

1. Présentée par M. Hervé Sea

Au cours de cette séance, M. Sea a informé la réunion que lors des célébrations de son centenaire, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a souligné l'importance de l'avenir de l'emploi, et avec la crise actuelle, les délibérations ont porté sur les défis - y compris le passage de l'informel au formel - dans le secteur culturel. Un outil clé de l'OIT est la Recommandation de 2004 sur les principes directeurs qui facilitent ce changement important de mesures informelles à des mesures formelles. Un autre défi prévu est le développement du dialogue social et la garantie que les voix du secteur culturel sont incluses dans toutes les décisions politiques et économiques. Il a ajouté que les dialogues sociaux n'ont pas pour priorité le statut des artistes, pourtant les industries créatives contribuent largement à l'économie. L'OIT reconnaît également l'importance de la liberté d'organisation dans les syndicats ou les formes d'associations pour les négociations collectives et le dialogue social. Il a ajouté que l'article 216 de la Recommandation de l'OIT de 1999 aborde les questions clés de la violence et du harcèlement, un aspect essentiel pour garantir les droits et libertés artistiques. La nécessité de protéger les salaires des artistes, et l'égalité de rémunération en particulier en prenant en compte les questions de genre, soit un travail égal pour un salaire égal, ainsi que la garantie de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail, et la protection sociale sont toutes essentielles.

2. Présentée par le Prof. Kimani Njogu

Au cours de sa présentation, le professeur Njogu a déclaré que le travail décent est mieux réalisé dans la liberté et l'équité, dans le cadre politique et législatif qui régit les relations dans le secteur créatif entre les praticiens, les agences gouvernementales et le secteur privé. Il serait bénéfique pour le secteur qu'un environnement favorable soit créé pour garantir les besoins de base tels que les soins de santé, les régimes de retraite, etc. pour les artistes dans des modèles d'engagement informels, de travail indépendant et d'entreprise unique. Le Professeur Kimani a affirmé que bien que le secteur fonctionne de manière non standardisée, les besoins de base peuvent encore être promus dans les structures informelles. Dans ses réflexions, il a souligné la nécessité d'un soutien financier suffisant pour le secteur, le gouvernement facilitant l'accès aux ressources par le biais des institutions de financement et du secteur privé pour la poursuite du travail créatif, même dans des circonstances difficiles.



M. Hervé SEA, Spécialiste des activités pour les travailleurs - ACTRAV Organisation Internationale du Travail



Prof. Kimani Njogu, Groupe de travail sur l'économie créative, Kenya

Le professeur Kimani a noté que les industries culturelles et créatives manquent de ressources sur le continent et que les ressources nationales disponibles pour le secteur sont limitées. Il a mis les gouvernements au défi de prendre la responsabilité d'accroître le soutien au secteur par le biais de ses ministères de la culture et des agences associées. Le développement d'institutions publiques bien dotées et se renforçant mutuellement aux niveaux national et local pour soutenir et protéger le secteur et le rôle de la société civile est essentiel. Il a ajouté que la législation qui limite les libertés artistiques, qui crée un environnement non hospitalier pour le travail décent et qui limite la créativité devrait être éliminée. En outre, les questions de propriété intellectuelle sont cruciales, et une révision de la législation pour l'application des droits d'auteur et la juste rémunération de leur produit créatif devrait être prioritaire. Il a conclu son intervention en appelant à un renforcement des partenariats entre la société civile et le gouvernement, en donnant l'exemple du groupe de travail sur l'économie créative au Kenya, qu'il préside et qui travaille en étroite collaboration avec le gouvernement et les créatifs pour mettre en place un environnement propice au développement du secteur dans son ensemble.

SÉANCE 6

Perspectives des artistes sur leur condition en Afrique

1. Présentée par Mme Lisa Thelma Sidambe

Mme Sidambe a commencé sa présentation en soulignant l'importance d'examiner la condition de l'artiste en prenant en compte les contextes de l'ensemble du continent, qui se caractérise par la faiblesse des cadres législatifs et politiques concernant les droits des artistes et des travailleurs ainsi que par l'absence de structures solides sur lesquelles les artistes peuvent s'appuyer pour articuler leurs problèmes. Considérant que les industries créatives ont différents ministères impliqués en raison de la nature du secteur, Mme Sidambe a identifié le principal défi de savoir quelle institution serait chargée de faciliter la formulation de ces structures et politiques. Un autre défi identifié est la compréhension peu claire de ce qu'est le statut de l'artiste dans les différents secteurs du gouvernement, des organisations de la société civile et des praticiens.

Mme Sidambe a souligné l'importance des syndicats dans le contexte de la garantie des droits des artistes, et la nécessité de cesser de les surpolitiser ou de les utiliser pour la mobilisation politique. Elle a également fortement recommandé d'utiliser un langage accessible dans la Recommandation relative à la condition de l'artiste et dans d'autres instruments de l'UNESCO pour communiquer clairement avec les praticiens et les artistes « sur le terrain ».



Mme. Lisa Thelma Sidambe, Nhimbe Trust, Zimbabwe

2. Présentée par M. Daniel Gomes

M. Gomez a centré son intervention sur l'Association des professionnels de la musique du Sénégal, qu'il dirige, comme étude de cas. Cette association pour la musique existe depuis 20 ans et défend la protection des droits des auteurs sénégalais en tant que titulaires de droits. M. Gomez a déclaré que l'association avait réussi à créer des institutions telles que la Société sénégalaise du droit d'auteur et des droits voisins et avait contribué à la rédaction d'une législation pour la protection des artistes et autres professionnels de la culture au Sénégal.

M. Gomez a indiqué que l'association a pu collecter des données sur l'impact économique de la crise actuelle sur les secteurs du cinéma musical, du théâtre, de la danse, etc. Il travaille en étroite collaboration avec des partenaires tels que l'OIT et l'UNESCO pour définir une stratégie de reconnaissance des musiciens en tant que travailleurs en référence aux législations nationales du travail.



M. Daniel Gomes,
*Président de
l'Association des
professions musicales
du Sénégal*

SÉANCE 7

Les artistes dans l'environnement numérique : rémunération équitable et compétences numériques


Présentée par Mme Ojoma Ochai

Dans sa présentation, Mme Ochai a souligné le fait que la consommation numérique de la création de contenu a fortement augmenté pendant la pandémie COVID-19. Cependant, les modèles actuels de monétisation du contenu numérique ne sont pas optimaux et ne sont pas durables pour les artistes qui devraient en être les principaux bénéficiaires. La pandémie accélérant la transformation numérique, elle a noté que l'espace numérique jouerait un rôle important dans les futures chaînes de valeur des industries culturelles et créatives. Mme Ochai a souligné la nécessité de s'assurer que les structures de monétisation sont solides et profitent aux artistes et aux créateurs de contenu. En outre, elle a appelé à la mise en place de multiples flux de financement pour le secteur, y compris le financement gouvernemental, celui du secteur privé ainsi que des audiences payantes. Elle a souligné la nécessité d'étudier des modèles de partage des revenus et de paiements, afin de créer des formules durables pour une rémunération équitable des artistes et des créateurs de contenu créatif.

Selon Mme Ochai, il est essentiel de réorganiser et de développer les compétences numériques pour l'ensemble de l'écosystème numérique, notamment l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique, la réalité virtuelle, etc. grâce à un leadership africain fort et à des partenariats institutionnels, et en faire une priorité. En outre, elle a déclaré qu'il était nécessaire de réformer le(s) système(s)



Mme. Ojoma Ochai,
*2005 La Banque
d'expertise, Nigeria*

<p>d'éducation pour doter les jeunes des compétences nécessaires au nouveau monde numérique et pour que les États africains exploitent les données sur les tendances africaines afin de tirer profit du passage à l'environnement numérique.</p>	
<p>SÉANCE 8</p> <p>Perspectives de genre sur les droits des artistes</p> <p>Présentée par Mme Marème Malong</p> <p>Au cours de cette session, Mme Malong a informé les participants qu'au Cameroun, les restrictions de mouvement dues à la pandémie de COVID-19 ont eu un impact sévère sur les activités culturelles. En outre, a-t-elle déclaré, les femmes dans ce secteur restent une minorité, marginalisées et plus vulnérables que leurs homologues masculins. Il existe également des restrictions de voyage qui touchent spécifiquement les femmes, ce qui rend difficile leurs déplacements transfrontaliers car, jusqu'en 1990, « l'autorisation du mari » était requise pour les femmes qui voyageaient. Elle a déclaré qu'il y a une absence totale de respect ou de reconnaissance du statut de l'artiste et des droits artistiques ; par conséquent, les femmes ne sont pas reconnues dans l'économie créative. Elle a appelé l'UNESCO à contribuer à la sensibilisation à l'importance de la Recommandation de 1980 sur le statut de l'artiste pour soutenir la reconnaissance des femmes et des droits des artistes dans tous les sous-secteurs, y compris la littérature, la musique et l'expression audiovisuelle. Elle a suggéré que la société civile prenne davantage d'actions avec des approches inclusives et diverses en formant des associations pour défendre les droits des artistes et des femmes. Elle a demandé à l'UNESCO d'aider à examiner la situation désastreuse du Cameroun et de recommander des instruments et des actions qui peuvent contribuer à la protection des droits des artistes et des femmes.</p>	 <p>Mme. Marème Malong, <i>Juriste et Galeriste d'art contemporain africain</i></p>
<p>SÉANCE 9</p> <p>Discussion - Questions/Réponses</p> <p>Modérée par Mme. Berta De Sancristobal</p> <p>Question : Que fait-on en Afrique pour assurer et protéger la liberté d'expression artistique ?</p> <p>Réponse d'Angela Matins : La Charte pour la Renaissance Culturelle Africaine de la CUA (CACR), où la liberté d'expression artistique est clairement articulée, n'est pas encore en vigueur. Elle a exhorté les participants à soutenir l'U.A. pour assurer la ratification par les États membres. Le guide de mise en œuvre de la CACR, qui</p>	 <p>Mme. Berta De Sancristobal, <i>Entité de l'UNESCO pour la diversité des expressions culturelles</i></p>

fournit un guide aux États membres sur la promotion du développement de l'économie créative, a été élaboré et adopté par les ministres en 2018.

Question : Quel a été l'impact positif de la Recommandation de l'OIT de 1999 sur la violence et le harcèlement, et quel est son impact sur la liberté artistique ?

Réponse de M. Hervé Sea : Cette Recommandation de l'OIT est liée à la liberté d'association. La recommandation plaide en faveur de conditions de travail meilleures et décentes, qui s'étendraient aux libertés de création des artistes. Tout en reconnaissant que le monde de la création est unique et complexe, à son avis, le secteur créatif gagnerait à s'organiser de manière structurée afin de créer des plates-formes de représentation et d'expression des idées. En outre, la protection contre la violence et le harcèlement crée un environnement favorable à la création et à la liberté de participer au dialogue national sur les questions relatives au secteur de la création.

Réponse du Prof. Kimani : Il existe peu de plateformes pour la présentation de l'art en Afrique, et l'accès est limité pour les artistes indépendants. Le secteur devrait mettre en place de multiples plateformes, qui devraient prendre en compte les vastes formes d'expression créative dans les différents sous-secteurs. Le développement de telles plateformes nécessite des subventions par le biais de partenariats entre le gouvernement, le secteur privé et le secteur. En outre, il est essentiel de mettre en place un soutien au mentorat et des partenariats avec l'Afrique du Nord.

Question : Comment la loi générale en cours d'élaboration sur le statut de l'artiste au Sénégal va-t-elle bénéficier aux artistes ?

Réponse de M. Daniel Gomez : Bien que 82 % des créatifs aient des contrats d'employés, certains créatifs ne sont pas liés à des contrats de travail collectifs. M. Gomez a également souligné que la loi créera un point de contact unique pour entrer en contact avec d'autres créatifs, travailler ensemble tout en maintenant la reconnaissance du statut d'artiste et en incluant les entrepreneurs qui travaillent dans le secteur du divertissement.

Question : Le continent devrait-il mettre en place une plateforme de redevance unique pour les artistes africains ?

Réponse de Mme Ojomo Ochai : La collecte des droits d'auteur est plus efficace au niveau local ou national, avec des institutions telles que les sociétés de gestion collective qui comprennent les systèmes judiciaires locaux. Elle a suggéré que l'UNESCO et l'U.A. soutiennent cette démarche en renforçant la capacité de ces sociétés à être plus efficaces dans le développement de mécanismes de collecte et de processus de transparence appropriés. Avec l'entrée en vigueur prochaine de l'Accord de Libre Echange Africain, il sera nécessaire de mettre en place des

<p>protocoles à l'échelle de l'Afrique qui guideront la collecte des droits d'auteur à travers le continent. En outre, il est primordial de sensibiliser les consommateurs au rôle des sociétés de gestion collective et de donner aux gouvernements les moyens d'améliorer l'efficacité des OCM.</p> <p>Question : Qu'est-ce que l'UNESCO a mis en place récemment pour aider les États membres à formaliser le secteur de la culture et de la création ? L'UNESCO pourrait-elle proposer une plateforme de "meilleures pratiques" sur le statut de l'artiste ?</p> <p>Réponse de M. Tiendrebeogo : L'UNESCO reconnaît que le secteur de la culture ne sera pas le même à l'avenir et est consciente de la nécessité de mieux structurer les institutions culturelles. C'est pourquoi l'UNESCO travaille au renforcement des réglementations et de la gouvernance du secteur. Le programme Aschberg soutient les cadres de la condition de l'artiste et souligne l'utilisation d'approches transversales qui impliquent plusieurs ministères et agences qui s'occupent de la protection sociale, de la fiscalité, de la formation. M. Tiendrebeogo a annoncé que l'UNESCO lancerait une « boîte à outils » pour aider les États membres à mieux se remettre des conséquences de l'impact du COVID-19 sur l'économie créative et à mieux protéger les artistes.</p>	
<p>SÉANCE 10</p> <p>Discours de clôture</p> <p>Présentée par M. Toussaint Tiendrebeogo</p> <p>M. Tiendrebeogo a résumé les principales délibérations sur le statut de l'artiste ; il a souligné l'importance de mettre en œuvre des politiques et des mesures qui protègent la diversité des expressions culturelles et garantissent que les artistes et les praticiens du secteur culturel en bénéficient davantage. Cela, a-t-il dit, est plus critique suite à l'impact économique négatif du COVID-19. Il a également souligné l'importance de sensibiliser les décideurs politiques à la reconnaissance du rôle des artistes dans la société et au renforcement de la protection de leurs droits et a ajouté que les lois sur le statut des artistes pouvaient renforcer les libertés et le droit de s'organiser en associations à des fins de pouvoir de négociation collective.</p> <p>Parlant du mouvement ResiliArt, M. Tiendrebeogo a déclaré que le mouvement avait généré 132 débats à ce jour, lors desquels la communauté des artistes a eu une plate-forme unique pour s'exprimer et partager des expériences et des stratégies pour la résilience du secteur. Il a confirmé l'engagement de l'UNESCO à renforcer les instruments normatifs tels que les recommandations et les conventions dans le secteur de la culture pour soutenir les États membres. M. Tiendrebeogo a annoncé la collecte de données entreprise par l'UNESCO sur les</p>	 <p>M. Toussaint Tiendrebeogo, Chef de l'Entité de la diversité des expressions culturelles et Secrétaire de la Convention de 2005 sur la diversité des expressions culturelles</p>

mesures économiques adoptées par les États membres au cours de cette période pour soulager le sort des artistes. Il est prévu qu'avec ces mécanismes participatifs et ce dialogue, l'UNESCO sera en meilleure position pour aider les États membres à mettre en place des mesures qui améliorent la condition de l'artiste.

En conclusion, M. Tiendrebeogo a exprimé sa gratitude à tous les panélistes, présentateurs, participants, interprètes et organisateurs pour un échange solide et perspicace sur la condition de l'artiste en Afrique.

Annexes (Disponible uniquement en anglais)

1. Note conceptuelle, programme et profils des panélistes
2. Liste finale des participants
3. Mot de bienvenue
4. Discours d'ouverture
5. Présentation PowerPoint
6. Nouvelles du site internet de l'UNESCO
7. Vidéo YouTube du débat en ligne

NOTE CONCEPTUELLE

RésiliArt | Afrique : Condition de l'artiste en Afrique

Plateforme	Lien pour suivre la réunion : Zoom Cliquer sur ce lien
Date et heure	Mardi 28 juillet 2020, 15h00 - 17h00 (GMT-3)
Langue	Anglais/français
Objectifs	<p>Le webinaire vise à sensibiliser sur les instruments normatifs de l'UNESCO qui concernent les artistes et sur les avantages inhérents à l'élaboration d'une législation nationale pour soutenir les artistes en Afrique, en particulier dans le contexte de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences dévastatrices pour le secteur culturel. Le webinaire permettra de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Relever l'impact du confinement et des restrictions liées à la COVID-19 sur les artistes, les menaces rencontrées pendant la pandémie et les effets possibles qui pourront perdurer après la crise, et qui ont été soulevés lors des débats « RésiliArt » organisés à l'échelle nationale et globale ; 2. Mettre en exergue les dispositions de la Recommandation de 1980 de l'UNESCO relative à la condition de l'artiste en ce qui concerne le statut social, l'emploi, les conditions de vie et de travail, la formation et la participation à l'élaboration des politiques culturelles; 3. Faire connaître la Charte de la renaissance culturelle africaine de l'Union Africaine de 2006 et ses conseils pour le développement des industries culturelles et créatives ; 4. Doter les États membres d'Afrique d'outils et de cadres nécessaires en vue d'élaborer une législation pour le secteur des arts et de la créativité et de le faire passer de l'informel au formel.
Résultats attendus	<ol style="list-style-type: none"> 1. Sensibilisation accrue sur l'importance de la Recommandation de 1980 de l'UNESCO relative à la condition de l'artiste ; 2. Prise de conscience réelle et accrue sur l'urgence d'élaborer une législation pour soutenir et protéger les intérêts des artistes dans les pays africains ; 3. Renforcement du réseau d'artistes et des parties prenantes à la thématique en Afrique.
Participants	<ul style="list-style-type: none"> • Représentants des ministères en charge de la Culture, de l'Emploi et d'autres ministères concernés en Afrique ; • Représentants de la Commission de l'Union africaine et des commissions économiques régionales ; • Commissions nationales pour l'UNESCO dans la région ; • Organisations de la société civile, syndicats d'artistes, associations, artistes et acteurs culturels ; • Points focaux de la Convention de 2005 ; • Équipes nationales désignées pour la préparation des rapports périodiques quadriennaux de la Convention 2005 de l'UNESCO ; • Membres du mécanisme d'experts de la Convention de 2005 ; • Spécialistes du programme culture de l'UNESCO la de la région Afrique.

Contexte et justification

Industries culturelles et créatives

Le soutien et le développement des industries culturelles et créatives dans les pays africains ont augmenté au fil des ans, grâce à la vaste ratification et à la mise en œuvre de [la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles](#). Cette convention de l'UNESCO a été ratifiée par plusieurs États membres d'Afrique. Bien que les États membres présentent des réglementations et des programmes qui favorisent le secteur créatif, de nombreux défis restent à relever. Il est donc nécessaire de poursuivre ou de renforcer l'appui au secteur.



© Anadolu Agency

Pandémie de la COVID-19

La pandémie de la COVID-19 a un impact élevé sur le secteur de la création. Alors que de plus en plus de personnes en situation de confinement ou de restriction dans le monde entier trouvent refuge dans les arts, le secteur artistique en lui-même se bat pour rester debout. Pour faire face de manière efficace à la COVID-19, les gouvernements ont pris des mesures pour contrôler sa propagation, notamment en interdisant les rassemblements, en fermant temporairement les institutions culturelles, en annulant les manifestations artistiques et en imposant des restrictions de mobilité qui affectent tous les aspects de la chaîne de valeur au sein des industries culturelles et créatives. La pandémie a fait ressortir les insuffisances ou l'absence de législation ou de dispositifs protégeant les artistes et les professionnels de la culture dans les pays africains et a mis en évidence la vulnérabilité de leurs moyens de subsistance et de leur protection sociale.

Recommandation de 1980 relative à la condition de l'artiste

En 1980, 35 ans avant l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable, les États membres de l'UNESCO avaient identifié la nécessité d'avoir un cadre pour créer et maintenir "non seulement un climat encourageant la liberté d'expression artistique, mais aussi les conditions matérielles facilitant l'expression de ce talent créatif". L'adoption de la Recommandation de 1980 relative à la condition de l'artiste (Recommandation de 1980) couvre donc un large éventail de questions qui peuvent avoir un impact sur la condition de l'artiste et appelle les États membres à améliorer le statut professionnel, social et économique des artistes par la mise en œuvre de politiques et de mesures. Celles-ci comprennent la formation, la sécurité sociale, l'emploi, les conditions de revenu et de fiscalité, la mobilité et la liberté d'expression. La recommandation ne demande pas aux états d'accorder aux artistes des privilèges spécifiques, mais plutôt de leur accorder les mêmes droits qu'à tout autre groupe socioprofessionnel.

Priorité Afrique

Lancé en 1989, le programme Priorité Afrique de l'UNESCO guide toutes les actions de l'UNESCO en Afrique dans ses divers domaines de compétence (éducation, sciences, sciences sociales, culture et communication). L'un des programmes phares de la Priorité Afrique vise à « mettre le pouvoir de la culture au service du développement durable et de la paix dans un contexte d'intégration régionale ». L'UNESCO partage la vision de l'Union Africaine de "bâtir une Afrique intégrée, prospère et en paix, dirigée par ses citoyens et constituant une force dynamique sur la scène mondiale". Le programme Priorité Afrique et la Recommandation de 1980 sur la condition de l'artiste sont tous deux en concordance avec [l'Agenda 2063 de l'Union africaine](#), qui aspire à une identité culturelle forte, et partageant un patrimoine, des valeurs et une éthique communs, où les arts et les industries créatifs africains seront célébrés sur tout le continent, et contribueront de manière significative à la prise de

conscience de soi, au bien-être et à la prospérité. À travers ce cadre stratégique, les états africains aspirent également à garantir le plein accès à l'éducation, à la formation, aux compétences et à la technologie, aux services de santé, aux emplois et aux opportunités économiques, aux activités récréatives et culturelles ainsi qu'aux moyens et ressources financières pour leur permettre de réaliser pleinement leur potentiel". En outre, [la Charte de la renaissance culturelle africaine](#) de l'UA (2006) permet d'améliorer la formation professionnelle pour les artistes créateurs et de proposer des aides financières, techniques et autres pour stimuler la création et l'expression artistiques en vue de la promotion des arts et de la culture. Elle recommande également la mise en place d'une assistance fiscale et de mesures incitatives, en particulier l'exonération fiscale pour les biens et services culturels africains, ainsi que des mesures appropriées pour la protection des droits de propriété intellectuelle liés à l'expression de la diversité culturelle.

À l'occasion du 40^{ème} anniversaire de l'adoption de la Recommandation de 1980 relative à la condition de l'artiste, et à un moment où la COVID-19 pose des obstacles aux créateurs de tous les horizons, il est urgent de s'attaquer aux questions de protection sociale, d'accès au marché et d'exposition des artistes et de leurs œuvres aux niveaux local et mondial. La professionnalisation de la condition des artistes et la définition de leurs conditions de travail sont essentielles pour réaffirmer la liberté d'expression artistique. En 2018, la dernière enquête de l'UNESCO sur la mise en œuvre de la Recommandation de 1980, à laquelle 12 pays africains ont participé (23% des répondants), a révélé certains progrès dans l'extension des avantages sociaux pour les artistes des pays du Sud, y compris les pensions de retraite, l'assurance maladie et la couverture médicale, ainsi que dans la conception ou la révision des lois sur le droit d'auteur et des mesures fiscales qui visent à rémunérer équitablement les artistes dans l'environnement numérique. Pourtant, les appels lancés depuis des décennies en faveur d'approches intégrées ou transversales de la législation sur le statut des artistes, qui impliqueraient les ministères du travail, des affaires sociales, de la culture, de l'éducation, de la communication, des affaires étrangères et de la justice, de la fiscalité et des affaires intérieures, sont restés ignorés par la majorité des pays du monde. De plus, comme l'indique le rapport mondial de l'UNESCO de 2018 intitulé [Re|penser les politiques culturelles](#), l'emploi et le statut social des artistes restent précaires, avec un faible accès à la sécurité sociale, aux pensions et aux autres prestations sociales. Dans le contexte actuel de la COVID-19, les créateurs sont obligés de prendre en compte leur situation économique immédiate, ainsi qu'à long terme. Les artistes se sont tournés vers l'espace numérique pour la création et la connexion avec les acheteurs et le public. Cependant, en raison du manque de précision du droit de la propriété intellectuelle et du droit d'auteur, les œuvres et les revenus des artistes sont souvent mis en péril. La survie des artistes ainsi que la vulnérabilité et l'instabilité du secteur créatif sont devenues des questions importantes qui doivent être considérées de toute urgence pendant la pandémie de la COVID-19 et dans les programmes de redressement économique et social mis en place par les gouvernements africains. Pour l'UNESCO, la créativité est une ressource précieuse qui génère des bénéfices économiques tout en améliorant le bien-être général de la société.

Mouvement RésiliArt

Lors de la Journée mondiale de l'art, le 15 avril 2020, l'UNESCO a lancé un mouvement mondial - RésiliArt - pour faire la lumière sur l'état actuel des industries créatives.



RésiliArt vise à renforcer la résilience des artistes et des professionnels de la culture face aux énormes défis posés par la COVID-19. Dans le cadre de la campagne RésiliArt de l'UNESCO, plusieurs pays africains ont organisé des débats en ligne avec les principaux acteurs du secteur des industries culturelles et créatives afin d'échanger des expériences et des points de vue sur l'impact de la COVID-19 sur les artistes, les artistes interprètes et les autres acteurs du secteur. Grâce à ces discussions RésiliArt à travers tout le continent, la fragilité et le statut instable des revenus et de la protection sociale des artistes ont été mis en évidence. Cette nécessité est mise en avant à un moment critique où les gouvernements sont appelés à élaborer des propositions législatives pour renforcer les droits, une rémunération plus équitable et une réforme des droits d'auteur afin de protéger les droits des artistes.

L'organisation de ce webinaire permettra d'en apprendre davantage sur la Recommandation de l'UNESCO de 1980 relative à la condition de l'artiste et sur la situation vulnérable des artistes pendant la pandémie de la COVID-19. Cet échange conduira à une prise de conscience accrue sur l'importance des législations nationales visant à soutenir et protéger les intérêts des artistes en Afrique.

RésilArt | Afrique : Condition de l'artiste en Afrique

Projets de programmes		
Heure	Contenu	Orateur
15:00 – 15:05	Introduction et témoignages sur la condition de l'artiste	Présentation du PowerPoint
15:05 – 15:10	Mots de bienvenue	M. Firmin Edouard Matoko, Sous-Directeur général pour la Priorité Afrique et les Relations extérieures de l'UNESCO
15:10 – 15:20	Discours d'ouverture : Les efforts de Maurice pour développer une législation nationale sur la condition de l'artiste	S. Exc. M. Avinash Teeluck, Ministre des arts et du patrimoine culturel de Maurice
15:20-15:40	Cadres normatifs internationaux pour les artistes : Orientations pour les artistes et les professionnels de la culture conformément à l'Agenda 2063 de l'UA et à la Charte de la Renaissance culturelle africaine Principaux aspects de la Recommandation de 1980 relative à la condition de l'artiste et de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles	Mme. Angela Martins, Chef de Division Culture, Commission de l'Union Africaine M. Toussaint Tiendrebeogo, Chef de l'Entité de la diversité des expressions culturelles et Secrétaire de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles
15:40-15:50	Expériences actuelles de la région Afrique	M. Amadou Chape Touré, Chercheur, Mali M. Brahim El Mazned, 2005 La Banque d'expertise, Visa for Music, Maroc
15:50 – 16:00	Défis et opportunités pour un travail décent et un emploi productif dans le secteur de la culture	M. Hervé SEA, Spécialiste des activités pour les travailleurs - ACTRAV Organisation Internationale du Travail Prof. Kimani Njogu, Groupe de travail sur l'économie créative, Kenya
16:10-16:25	Perspectives des artistes sur leur condition en Afrique	Mme. Lisa Thelma Sidambe, Nhimbe Trust, Zimbabwe M. Daniel Gomes, président de l'Association des professions musicales du Sénégal

		M. Bessa Simmons, Présidente de MUSIGA, Ghana
16:25-16:30	Les artistes dans l'environnement numérique : rémunération équitable et compétences numériques	Mme. Ojoma Ochai, 2005 La Banque d'expertise, Nigeria
16:30-16:35	Perspectives de genre sur les droits des artistes	Mme. Marème Malong, juriste et galeriste d'art contemporain africain
16:35-16:55	Discussion - Questions/Réponses	Modéré par Mme. Berta De Sancristobal, Entité de l'UNESCO pour la diversité des expressions culturelles
16:55-17:00	Discours de clôture	M. Toussaint Tiendrebeogo, Chef de l'Entité de la diversité des expressions culturelles et Secrétaire de la Convention de 2005 sur la diversité des expressions culturelles

Biographies des panélistes et des modérateurs



M. Firmin Edouard Matoko, Sous-Directeur général pour la Priorité Afrique et les Relations extérieures de l'UNESCO. M. Matoko est titulaire d'un diplôme en sciences politiques et relations internationales de l'Université Cesare Alfieri (Florence, Italie) et des Hautes études internationales du Centre d'Études stratégiques et diplomatiques de Paris. Auparavant, il était Directeur du Bureau de liaison de l'UNESCO auprès de l'Union Africaine (UA) et la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) tout en étant Représentant de l'UNESCO en Éthiopie. Bien plus, il a occupé les postes de Directeur des bureaux hors-siège de l'UNESCO à Quito (Équateur) et Bamako (Mali), Chef de la Section Éducation pour la paix, les droits humains et la démocratie au sein de la Division de la promotion d'une éducation de qualité (Secteur de l'Éducation) ainsi que Spécialiste de programme principal à l'Unité des programmes nationaux de la culture de la paix au siège de l'UNESCO à Paris.



S. Exc. M. Avinash Teeluck est le ministre des Arts et du Patrimoine culturel de la République de Maurice depuis novembre 2019. Il est le plus jeune ministre du gouvernement. Il a étudié le droit à l'université de Wolverhampton au Royaume-Uni et est titulaire d'un Master (LLM) en droit international des sociétés et en droit financier. Il est également diplômé de la faculté de droit de Melbourne en Australie et a été admis comme avocat à la Cour suprême de la Nouvelle-Galles du Sud (Australie) en 2019. Avant de prêter serment en tant que membre du parlement et de prendre ses fonctions de ministre des Arts et du Patrimoine culturel, M. Teeluck était Associé principal (responsable du conseil aux entreprises) chez Dentons Mauritius LLP.



Mme. Angela Martins est le chef de la Division de la culture au département des Affaires sociales de la Commission de l'Union africaine. Ses principales fonctions consistent à coordonner l'élaboration des politiques en matière d'arts et de culture à l'échelle du continent et à assurer le suivi de la mise en œuvre de ces politiques par les États membres de l'Union africaine et par les institutions culturelles panafricaines. Mme Martins est la coordinatrice générale du Congrès culturel panafricain de l'Union africaine (PACC), un forum qui se tient tous les trois (3) ans et qui rassemble des experts et des praticiens de la culture et des institutions culturelles panafricaines œuvrant dans le secteur des arts, de la

culture et du patrimoine pour apporter leur contribution au rôle d'élaboration des politiques de la Commission de l'Union africaine.



M. Toussaint Tiendrebeogo, chef de l'Entité de la diversité des expressions culturelles et Secrétaire de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Au cours de sa carrière, il a occupé des postes dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel. Il a également travaillé comme expert pour plusieurs organisations internationales dont la Commission européenne, et comme professeur associé au département de la culture de l'université Senghor à Alexandrie. De 2010 à 2018, il a été coordinateur des politiques de développement des industries culturelles à l'Organisation internationale de la francophonie. Il a rejoint l'UNESCO en octobre 2018, en tant que chef de l'Unité des programmes et de la sensibilisation des parties prenantes au sein de l'entité Diversité des expressions culturelles. En décembre 2019, il a été nommé chef de l'Entité sur la Diversité des expressions culturelles et secrétaire de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.



M. Amadou Chape Touré est professeur d'Esthétique, directeur de la galerie Carpe Diem, auteur et critique d'art. Consultant en art et culture, Chab Touré est aussi commissaire d'expositions internationales et coach artistique (Photographie, Peinture et danse contemporaine). Chab Touré vit et travaille à Bamako au Mali.



M. Brahim El Mazned est consultant en politique culturelle. Il a rejoint la Banque d'expertise UE/UNESCO 2019-2022 qui vise à soutenir les initiatives de mise en œuvre et de promotion de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Il est le directeur artistique du Festival Timitar de Amazigh et de la culture mondiale, qui accueille plus de 400 artistes et reçoit environ un demi-million de spectateurs chaque année. Il est également conseiller artistique et juré pour plusieurs événements, prix et festivals au Maroc et à l'étranger. Ces dernières années, Brahim El Mazned a organisé des conférences et des ateliers de formation à l'échelle mondiale sur les carrières du spectacle et il a initié de nombreuses résidences artistiques en Afrique, en Europe et en Amérique du Sud. Il a également participé à la création d'une douzaine d'albums et à des centaines de concerts dans des festivals et des lieux prestigieux du monde entier.



M. Hervé Sea, Spécialiste sénior en charge des Activités pour les travailleurs au Bureau de l'Organisation internationale du travail (OIT) à Dakar – Sénégal (qui couvre le Sénégal, la Guinée, le Cabo Verde, la Guinée Bissau et la Gambie). Fonctionnaire de l'OIT) depuis 2008, M. SEA Hervé occupe depuis 2008, le poste de spécialiste des activités pour les travailleurs aussi dénommé Spécialiste ACTRAV (**ACT**ivités pour les **TRAV**ailleurs) au sein du Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV) de l'OIT. Juriste spécialisé en droit des entreprises, M. Hervé SEA apporte des appuis multiformes aux organisations de travailleurs au Sénégal et dans les pays sous sa responsabilité géographique cités plus haut. Il s'investit par ailleurs dans le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des organisations des travailleurs actives dans le domaine de l'art et de la culture au Sénégal. L'OIT a pour vocation de promouvoir la justice sociale, les droits de l'homme et les droits au travail reconnus internationalement tout en poursuivant sa mission fondatrice : œuvrer pour la justice sociale qui est indispensable à une paix durable et universelle.



Professeur Kimani Njogu est directeur de Twaweza Communications, une organisation artistique, culturelle et médiatique située à Nairobi. Il est président du groupe de travail sur l'économie créative, un réseau d'organisations qui soutiennent les industries créatives au Kenya, et a participé activement à la promotion de la liberté d'expression artistique. Dr Njogu est commissaire de la Commission de la langue transfrontalière kiswahili à l'Académie africaine des langues (ACALAN), un organe de l'Union africaine. Kimani Njogu a publié de nombreux ouvrages dans les domaines de la langue, de la culture, des médias et de la gouvernance.



Mme. Lisa Sidambe est une boursière des fondations Mandela Rhodes, Canon Collins et Beit et une récipiendaire de la médaille de Sir John Monash. Lisa est actuellement responsable du programme « Gouvernance culturelle et Démocratie » du Nhimbe Trust, avec un focus sur l'Afrique subsaharienne et la région MENA. Elle a coordonné des projets de coopération culturelle et a mené des initiatives sur les interventions culturelles dans les cadres de la justice transitionnelle, la gestion des situations post-catastrophes / post-crisis, la surveillance des élections panafricaines, le programme constitutionnel et législatif des droits culturels et la localisation et la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Elle coordonne également le portail COVID-19 sur les industries culturelles et créatives du Nhimbe. Elle est membre de l'équipe nationale du Zimbabwe pour le rapport périodique quadriennal 2020 de la Convention de 2005 de l'UNESCO.



M. Daniel Gomes est le président de l'Association des Métiers de la Musique au Sénégal (AMS) depuis décembre 2013. En 2016, il est devenu membre du comité exécutif de la Fédération Internationale des Musiciens (FIM) où il est également coordinateur de projets. Il a occupé des postes influents dans l'industrie artistique sénégalaise et représenté l'AMS dans le comité de pilotage pour la mise en place de la Sénégalaise des Droits d'Auteur et des Droits Voisins (SODAV), la nouvelle société de gestion collective créée en 2016. Daniel Gomes est un musicien et membre du groupe de musique Oriazul.



M. Bessa Simmons, président de MUSIGA, Ghana. L'histoire artistique de M. Simmons a commencé pendant sa première année d'études à l'école secondaire *Aggrey Memorial* de Cape Coast, où il dirigeait son groupe scolaire, "Vox International". En plus de jouer, d'écrire et de produire, il a ajouté une valeur supplémentaire à son talent déjà formidable, en suivant un cours d'ingénierie audio, obtenant un diplôme de la *School of Audio Engineering* à Londres. Devenu un "homme-orchestre", il enregistre une sélection d'excellents albums avec des chansons telles que "*Belembe*", "*Awow Yi*" et bien d'autres, tout en aidant des groupes de musique comme les *Tagoe Sisters* à se faire connaître. On lui doit la création de son propre studio commercial et la gestion d'une académie de musique où il forme les apprenants à jouer l'instrument de leur choix avec compétence.



Mme. Ojoma Ochai est directrice régionale des programmes d'économie artistique et créative du *British Council* en Afrique subsaharienne, où elle travaille avec des collègues de toute l'Afrique subsaharienne et du Royaume-Uni pour concevoir des stratégies et diriger des équipes de programmes afin d'obtenir des résultats artistiques, sociaux et économiques positifs, en particulier pour les jeunes. Ojoma est également membre du groupe d'experts mondiaux de l'UNESCO sur la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des

expressions culturelles. De 2014 à 2016, elle a soutenu le projet de la Banque mondiale pour la croissance et l'emploi au Nigeria, en donnant des conseils sur les approches à adopter pour le développement des secteurs du cinéma et de la musique. Inscrite sur la liste YNaija des 10 personnes les plus puissantes dans le domaine des arts et de la culture du Nigeria (moins de 40 ans) en 2014, Ojoma est membre de l'Institut de la gestion des arts DEVOS de l'Université du Maryland et membre associé de l'Institut nigérian de leadership.



Mme. Marème Malong, juriste et galeriste d'art contemporain africain. Sénégalaise et Camerounaise d'adoption puisque mariée depuis près de quarante ans à un Camerounais, Marème Samb Malong a effectué toute sa carrière professionnelle au Cameroun. Elle a orienté ses études vers le droit (maîtrise en droit privé en 1977) et la gestion, avec l'obtention en 1980 d'un MBA option Marketing à l'University of Aston in Birmingham, UK. Elle est aussi diplômée en 3ème cycle DESS-CAAE en business management (Certificat d'aptitude à l'administration des entreprises) Institut d'Administration des Entreprises – Nice – France (1979). Elle a une riche et longue expérience dans le domaine du marketing et a fondé cinq entreprises de marketing et communication à Douala, à Abidjan, à Cotonou, à Brazzaville, à Conakry. En 1995, Marème Samb Malong, ouvre la Galerie MAM à Douala un espace d'art contemporain qui a contribué à la promotion de l'art et de la culture contemporaine sur le continent africain. La Galerie MAM a à son actif, plus d'une centaine d'expositions principalement sur le continent africain (participation à une dizaine de Biennales Dak'art, en tant qu'exposant, et deux fois en tant que membre du jury officiel). La Galerie Mam s'est également déployée à travers des foires hors du continent à l'international. Entre 2013 et 2016, les activités de la Galerie MAM se sont élargies à un salon littéraire et numérique dénommé MOSS et à MARHA ORGANIC FARM, ferme biologique qui s'inscrit dans une démarche communautaire et de développement durable qui lie culture, agriculture et technologie. Elle crée en 2015 la Fondation MAM, une organisation à but non lucratif qui a pris sa source au sein de la Galerie MAM, avec pour mission de favoriser l'autonomie des communautés et plus particulièrement celle des jeunes, à travers la créativité et l'éducation. Elle est membre de plusieurs jurys sur l'art, la créativité et l'entrepreneuriat.



Mme. Berta de Sancristóbal est diplômée de l'École Normale Supérieure (un des principaux centres de recherche français) où elle s'est spécialisée en philosophie politique contemporaine. Elle travaille à l'UNESCO depuis quatorze ans, en particulier dans le secteur de la culture. Elle a été l'une des rédactrices du rapport mondial de l'UNESCO investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel et a travaillé pendant huit ans au secrétariat de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Elle a participé à l'élaboration d'une stratégie de renforcement des capacités pour aider les États membres à mettre en œuvre efficacement la Convention de 2003 et a participé activement à son déploiement en Afrique occidentale et centrale ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle a suivi la mise en œuvre du Fonds du patrimoine culturel immatériel et du mécanisme d'assistance internationale de la Convention et a coordonné le travail de développement d'un cadre de résultats pour la Convention de 2003. Elle a rejoint le Secrétariat de la Convention de 2005 pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles en juillet 2017.



Mme. Guiomar Alonso Cano est la chef de l'unité culture au Bureau de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest / Sahel à Dakar. Elle est responsable d'un vaste portefeuille de projets visant à soutenir les États membres et renforcer leurs secteurs de la culture et du patrimoine ainsi que la promotion du développement durable. Diplômée en anthropologie du développement et économie de la culture par l'Université de New York, et de l'Université Complutense de Madrid, Guiomar a intégré l'UNESCO en 1994 et a dirigée des projets d'industries créatives, politiques culturelles et statistiques et a produit des nombreux ouvrages. Elle a mené des projets de partenariat dans l'économie créative (Alliance globale pour la diversité culturelle 2001-2009), des interventions en appui conseil aux politiques pour la culture et les industries créatives (*Guide du développement des politiques culturelles et créatives 2012*) ou le développement des outils pour mesurer la contribution de la culture au développement (Indicateurs C&D de l'UNESCO 2015). Actuellement elle mené des initiatives pour protéger le patrimoine fragile des pays d'Afrique de l'Ouest / Sahel, soutenir la transition au numérique des artistes et créateurs dans un contexte COVID 19 et appuyer les femmes dans le cinéma, la musique et le numérique.

Ressources du webinaire

[Recommandation relative à la condition de l'artiste](#)

[La Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles](#)

Charte de la Renaissance culturelle africaine de l'Union Africaine, <https://au.int/en/treaties/charter-african-cultural-renaissance>

[L'Agenda 2063 de la Commission de l'Union africaine](#)

[Objectifs de développement durable](#)

[Une question sur la liberté artistique \(vidéo\)](#)

UNESCO La culture & les conditions de travail des artistes disponible à <https://fr.unesco.org/creativity/publications/culture-conditions-de-travail-artistes>

UNESCO Liberté & Créativité : Défendre l'art, défendre la diversité disponible à <https://fr.unesco.org/creativity/publications/liberte-creativite-defendre-lart-defendre>

Environnement numérique, <https://fr.unesco.org/creativity/publications/environnement-numerique>



List of participants

Topic	Webinar ID
ResiliArt Africa: Status of the Artist in the Africa Region	915 1975 8029

Host Details

User Name	Country/Region Name
Benito Mangwiro	Zimbabwe

Panelist Details

User Name	Country/Region Name
Toussaint Tiendrebeogo	France
Firmin Edouard Matoko	France
LisaSidambe	Zimbabwe
Daniel Gomes	Senegal
Mellisa Muchena	Zimbabwe
Liang Jingjia	Kenya
Angela Martins	Ethiopia
Guiomar Alonso Cano	Spain
YaëlTHOMAS	France
MarémeSAMB MALONG	Cameroon
Mulekeni Ngulube	Malawi
XiaoyangDUAN	France
Ojoma Ochai	Nigeria
ofirelbaz	France
Saori Matilda Machimura	France
Ayekoro Kossou	France
Rodney X Bunhiko	Zimbabwe
Berta De Sancristobal	France
Hervé Sea	Switzerland
Judith Ogana	Morocco
Amadou Chape Touré	Mali
Karalyn Monteil	Kenya
Avinash Teeluck	Mauritius
Kimani Njogu	Kenya

Attendee Details

First Name	Last Name	Organization	Country/Region Name
Eric	LOEMBET	ICC	France
alban	corbier-labasse	Institut français	France
John	Okande	UNESCO	Kenya
Lisa	Sidambe	Nhimbe Trust	Zimbabwe
Getu	Assefa	UNESCO	Ethiopia
Joyce	Chimanye	Zuvva	Zimbabwe
Francis	Razafiarison	Ministère de la Communication et de la Culture	Madagascar
Akwasi	Sarpong	Ulti-Leaf Foundation	Ghana
Jean-Jacques	DIKONGUÉ	T2A	France
Andréa	ANDONG	Commission nationale de l'UNESCO	Gabon
ONANA NKOA	Jean-Roland	UNESCO	Cameroon
Davide	Grosso	International Music Council	France
ousseynou	thiam	culture waw	Senegal
Dorine	Rurashitse	Africalia	Belgium
Kailash	Daworaz	Ministry of Arts and Cultural Heritage	Mauritius
Marianne Léna	Diop	UNESCO	Senegal
Tsitsi	Dangarembga	Institute of Creative Arts for Progress in Africa	Zimbabwe
Sandhya	Jugnauth	Ministry of Arts and Cultural Heritage	Mauritius
Margaretta	Gacheru	Nation Media Group	United States of America
julie	pilato	UNESCO	France
Farai	MPFUNYA	Culture Fund of Zimbabwe Trust	United States of America
Ramloll	Anourag	Ministry of Youth Empowerment, Sports and Recreation	United States of America
Carine	Tredgold	HIFA	Zimbabwe
Moussa	WELE	Unesco Dakar	Senegal
EMILY	NJERU	Kenya National Commission for UNESCO	Kenya
Tojo	Yharimanana	Freelance	Madagascar

rajcoomar		Ministry of Arts and Cultural Heritage	Mauritius
Fidisoa	RAM	Festival mois de la photo SAR'nao	Madagascar
Patricia	Achille	Ministry of Youth Empowerment , Sports and Recreation	Mauritius
INT	ENG 1	UNESCO	France
Dimitri	Sanga	UNESCO	United States of America
Ayeta	Wangusa	Culture and Development East Africa	Tanzania, United Republic of
Limpho	Mokhochane	Mantsopa Institute	Lesotho
Helvi	Elago	UNESCO	Namibia
manyawal	endeshaw	Ethiopian National Theatre	Ethiopia
Teniola	Tayo	LSE	Côte d'Ivoire
Rachel	MARIEMBE	Institut des Beaux-Arts	Cameroon
Ifeanyi	Ajaegbo	UNESCO	Nigeria
Daniel	Gomes	AMS - Senegalese Musicians Union	Senegal
Nuzhah	Bassoo	Ministry of arts and cultural heritage	Mauritius
Friederike	Kamm	German Commission for UNESCO	Germany
Silja	Fischer	International Music Council	France
Gabrielle	Thiboutot	UNESCO	France
Tadiois	Odissu	Addis Ababa University	Ethiopia
LUPWISHI	MBUYAMBA	OCPA	Mozambique
Liatile	Mohale	Bahale Arts DEVELOPMENT CENTRE	Lesotho
Fabrice Trésor	SIEWE	Le quatrième pouvoir	Cameroon
Mildred	Achoch	ROFFEKE (Rock 'n' Roll Film Festival, Kenya)	Kenya
ongere	churchill	Hivos	Kenya
Boodhun	Vikram Neeraj	Ministry of Arts and Cultural Heritage	Mauritius
t_morita		UNESCO	South Sudan
Mercy	Wambui	ECA	Ethiopia
Yaël	THOMAS	UNESCO	France
INT1		Unesco	France
Eric	ANDRETSEHENO	T-MOVIE	Madagascar
Doreen	Sinare	Cosota	Tanzania, United Republic of
INT4		unesco	France
Sam	Shaibu	CW	United Kingdom
William	Boateng	Bureau of Ghana Languages	Ghana
Thierry P.	Nzamba Nzamba	UNESCO	Gabon
Josh	Nyapimbi	BACHEF	Zimbabwe
PETER	MUDAMBA	DOCUBOX - EADFF	Kenya
Eriel	Huang	Independent	South Africa
Eskinder	Hailu	Haicof Ltd	United States of America
Margherita	Licata	ILO	Switzerland
Venancius	Rukero	Confederation of Africa Dance Sport	Namibia
Maréme	SAMB MALONG	Fondation MAM	Cameroon
Josiane	Matene	ONG Sambas Labs	Gabon
CAROLE	NGUEYEP	VISIONARTISTIK	Cameroon
Klara	Kostal	Natcom	Austria
Bertrand	Philibert	Freelance	Mauritius
ACC	Sénégal	ACC	Senegal
Thierno Khayar	KANE	Le Dakar Culturel	Senegal
Aristide	Agondanou	AWO-NEGOCE	Benin
Adele	NIBONA	unesco	United States of America
MAC	User	Ministry of Arts and Cultural Heritage	United Kingdom
Xiaoyang	DUAN	unesco	France
Wangari	Nyanjui	Peperuka	Kenya
Vitalice	Ochieng	Trust for Indigenous Culture and Health	United States of America
Ofelia	Silva	UNESCO	Mozambique
Ernest	Aryee	Artist	Ghana
Annie Anawana Haloba	Hobøl	LoCA	Zambia
Kiley	Arroyo	Cultural Strategies Council	United States of America
Diana	R	UNESCO	France
Aklilu	Gizaw	Ethiopian Visual Art' s Association	Ethiopia
Joelle	Pfortner	Unesco	France
Jesús	Jiménez	UNESCO	Senegal
Laurane	March	UNESCO	France
William	Mpah Dooh	Galerie MAM	France

KAJUGA	Jerome	Rwanda National Commission for UNESCO	Rwanda
Patronella	Diedricks	BLQINC	Lesotho
Taurai	Mtake	CBZ	Zimbabwe
Joseph	Ladzekpo	National Film and Television Institute	Ghana
Ridley	Morphoise	Ministry of Arts and Cultural Heritage	Mauritius
Umulinga	Karemera	Ishyo arts centre	Rwanda
Danielle	Cliche	UNESCO	France
Hans	Ramduth	Mahatma Gandhi Institute	Mauritius
ofir	elbaz	UNESCO	France
Butholezwe	Nyathi	National Gallery of Zimbabwe in Bulawayo	Zimbabwe
Faisoil	Fahad	Africa united	France
Pauline	Ndhlovu	UNESCO	Namibia
Annette	Loubser	Artstrukt	South Africa
Aicha	Diagne	UNESCO	Senegal
Danielle Lyse	ITOUMBA MBENG	Ecole Nationale d'Arts et Manufacture	Gabon
Mbasa	Tsetsana	Im4TheArts	South Africa
			France
Donikpo	KONE	UEMOA	Burkina Faso
Rokhaya Faye alias Rokhaya Daba	SARR	Tringa Musiques Et Développement/Africa Fete Sénégal	Senegal
Nancy	Mwaisaka	UNESCO	Tanzania, United Republic of
Kiprop	Lagat	Department of culture	Kenya
sara	whyatt	UNESCO 2005 Convention Expert Panel	United Kingdom
Johanna	Mavhungu	Wits University	South Africa
Noureddine	Azmari	artiste	Morocco
Tsaone	Lubinda	Intergrated mechanical services bw	Botswana
Xperia	XZ	Malin D'arts Label	Morocco
JOY	MBOYA	THE GODOWN ARTS CENTRE	Kenya
TECNO	SPARK 2	Cie David Rooster	Congo, Democratic Republic of the
Ruth		Ethiopian women visual artist association	Ethiopia
marclints		' + Actions Culturelles Internationales	Seychelles
Jehf	BIYERI	Ku Nkonde	Congo
Lorna	Abungu	N/A	Saint Kitts and Nevis
Annabelle	Arekion	Ministry of Arts and Cultural Heritage	Mauritius
VALERIE	OKA	Ministere de l'integration africaine	Côte d'Ivoire
vincent	kunda	New Concept Management	Congo, Democratic Republic of the
Ambreen	Rojee	Ministry of Arts and Cultural Heritage	Mauritius
Galaxy	A30s	Association super HANGBE	Benin
cecile	d	unesco	China
Matsooana	Sekokotoana	NatCom	Lesotho
Lindsay	Cotton	UNESCO	France
MUNEZERO	Ferdinand	Rwanda Arts council	Rwanda
Mary	Kaff	Twaweza communications	Kenya
Evalyne	Rono	Live Grateful Foundation	Kenya
Marie	Schmitz	UNESCO	Senegal
Zerihun	Sira	Addis Ababa University	Ethiopia
Daves	Guzha	Theatre in the Park, Harare	Zimbabwe
Jean Remy	OGOULA LATIF	CAE Culture Prod	Gabon
Sheikh Omar	Jallow	National Center for Arts and Culture (NCAC), Gambia	Gambia
Pom	Jeanne Alvine	Comnat section culture et communication	France

DRAFT OPENING REMARKS

Mr. Firmin Edouard Matoko

UNESCO Assistant Director-General, Priority Africa and External Relations

ResiliArt | Africa: *The Status of the Artist*

Tuesday, 28 July 2020 14:00-16:00 (Paris Time)

- **His Excellency Hon. Avinash Teeluck, Minister of Arts and Cultural Heritage of Mauritius**
- **Ms. Angela Martins, Director for Culture, African Union Commission**
- **Secretary Generals of UNESCO National Commissions and other representatives of UNESCO Member States in the Africa region**
- **Distinguished Panellists**
- **Ladies and gentlemen**

It is an honour for me to welcome you all to the first regional **ResiliArt | Africa** debate, which has been organised jointly by the five UNESCO field offices in the Africa region.

As we all know, the global pandemic known as COVID-19 poses serious challenges at the national, regional and global levels. The containment measures put in place by most government to control the infection rate have hit the economies of all countries hard, but the culture sector suffered particularly. The impact on the entire creative value chain has been particularly devastating, weakening in a considerable manner the professional, social and economic status of artists and cultural professionals across the globe.

On 15 April 2020, UNESCO launched this global ResiliArt movement, which consists of a **series of virtual debates with key industry professionals and artists**. The main aim of these discussions is to **raise awareness on the impact of COVID-19 on the culture sector and the livelihoods of culture professionals**, and to contribute to the decision-making processes of Member States during the **development of policies and financial mechanisms aimed at empowering artists**.

To date, 75 national debates have been organized around the globe, including 29 in the Africa region. A common thread throughout all of them has been the need to develop national legislation and other measures to support the financial and social protection of artists, which is in line with the provisions of UNESCO's 1980 Recommendation concerning the status of artists, the UNESCO 2005 Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions, and the African Union 2006 Charter for African Cultural Renaissance. It also is coherent with the spirit of Aspiration 5 of the African Union's 2063 agenda, which aspires to "a strong cultural identity, common heritage, values and ethics, where the African creative arts and industries will be celebrated throughout the continent, and contribute significantly to self-awareness, well-being and prosperity."

The 1980 UNESCO Recommendation covers a wide range of issues that affect the professional, social and economic status of artists through the implementation of policies and measures. These include **training, social security, employment, income and tax conditions, mobility and freedom of expression**. These are all pertinent issues that governments need to secure, for the growth and sustainability of a thriving culture and creative sector. The goal of the 1980 Recommendation on the status of the artist is to help Member States create policy and regulatory conditions conducive to harnessing the power of culture, and promoting the contribution of culture and creativity to peace and sustainable development. Again, these UNESCO ideals are congruent to the African Union Agenda 2063,

Through **UNESCO's Priority Africa Programme**, we are working with African Member States, as well as with regional and sub-regional partners, to implement and realize educational, cultural and scientific policies that contribute to the building of inclusive societies founded on compliance to fundamental human rights and freedoms.

We hope that this **ResiliArt|Africa** platform provides the space to share information, discuss the status of artists and encourage policy makers to engage in the formulation of legislation, policies and measures to support and protect the interests of artists in the Africa region.

In closing, I would like to take this opportunity to thank the African Union Commission for their partnership in this first regional ResiliArt debate. I would like also to express my sincere appreciation to

our distinguished panellists for taking time to participate in this webinar, and for their willingness to share with us their experiences and insights in supporting artists' rights.

In ending, allow me to thank all of you across Africa and around the globe who are connected to this debate for your engagement and interest in joining this important discussion today.

Thank you

ResiliArt | Africa: Status of the Artist in the Africa Region

**Keynote Speech on Mauritius efforts to develop a national legislation on the Status of the Artist
by Hon. Avinash Teeluck, Minister of Arts and Cultural Heritage of the Republic of Mauritius on
Tuesday 28 July 2020.**

Mr. Firmin Edouard Matoko, UNESCO Assistant Director-General Priority Africa and External Relations

Ms. Angela Martins, Head for Culture, African Union Commission

Mr. Toussaint Tiendrebeogo, Chief of the Diversity of Cultural Expressions Entity and Secretary of the 2005 Convention on the Diversity of Cultural Expressions

All the distinguished participants

Ladies and gentlemen

Good afternoon everyone

First and foremost, I would like to congratulate UNESCO for this laudable initiative in launching the global movement – ResiliArt to shed light on the current state of creative industries. This webinar on the theme **Africa: Status of the Artist in the African Region** comes at an opportune moment, whereby African artists are facing numerous challenges against a gloomy backdrop, heavily tainted by the onslaught of the Covid-19 pandemic.

In these challenging times, I am convinced that the 2005 Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions and the 1980 Recommendation concerning the Status of the Artist will provide us with the necessary tools to keep the creative industries afloat.

In 2006, the Republic of Mauritius was the second country in the world to ratify the 2005 UNESCO Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions. The Mauritian Government has always acknowledged the importance of the arts in the promotion of the diversity of cultural expressions in Mauritius' multicultural society and that the vitality of the arts depends on the social and economic well-being of artists, both individually and collectively.

In the past years, despite all efforts made by the then Ministry of Arts and Culture in coming up with a panoply of support mechanisms and financial schemes for artists, the need for a proper legal structure for the sector became more and more obvious. There was a need to improve the social security, labour and tax status of the artist, whether employed or self-employed, in light of their contribution to cultural and social development.

We could no longer overlook the special conditions of work and employment under which artistic activity takes place. There was an urgent need to develop sector specific labour standards that address the right of association and collective bargaining, social protection, fair remuneration, gender equality that are in line with existing ILO and UN standards which cater for basic human rights and fundamental freedoms.

Our artists must collectively be in a position to consider and, if necessary, defend their common interests, and therefore must have the right to be recognized as professionals by forming trade unions or professional associations.

We have to involve, as far as possible, artists and other cultural professionals in the design and implementation of policies that impact on the culture sector, in particular, the cultural and creative industries and, to that end, provide them with the means for effective action.

The contribution of creativity to overall quality of life and well-being cannot be ignored and a pressing need was felt for public authorities and artists to work together to lay down guidelines and develop incentives for the distribution and exhibition of contemporary artistic expressions in public spaces.

In 2016, my Ministry informed UNESCO of its intention to come up with a legislation on the Status of the Artist and the assistance of UNESCO was sought for the services of experts in the drafting of the legislation, taking into consideration the pluricultural and multilingual realities of the Mauritian population.

The response received from UNESCO was positive and in 2017, the consultation process for gathering inputs from relevant stakeholders (responsible ministries, institutions and artists) and creating new

legislation was led by my Ministry, with UNESCO Expert, Vesna Čopič, member of the 2005 Convention Expert Facility, helping to guide the discussions.

I have to admit that designing a Status of the Artist legislation is very complex and challenging. I understand that Artists participating in a joint workshop with representatives of my Ministry expressed the need to implement the policies which had been discussed intensively over the previous years.

Furthermore, priorities of artists for this new legislation has demonstrated that it is not only crucial to develop a recognized category for 'professional' artists but, more specifically, it is important to introduce a social security system for artists, a system of travel grants and scholarships, free spaces for rehearsals and performances, artists-in-school schemes, etc.

Thus not only the registration as a mechanism in place to formalise the status of professional artists has been discussed but also how to organise the national body for artists to promote artistic creativity and provide career relevant services for artists.

Altogether, 11 working sessions and 12 workshops were organized.

A Transversal Inter-Ministerial Task Force – across the ministries for labour, social affairs, foreign affairs, information technology, education and finance – was set up in order to ensure cohesion and cooperation across ministries.

With the participation of artists, covering six areas of artistic creation (music, visual arts, performing arts, audio-visuals, dance and literature), thematic Focus Groups worked on key issues of status, social security, management services, education and training, funding and taxation.

In October/November 2017, UNESCO supported a second expert mission to help consolidate proposals from all stakeholders and support the design of the new law. In February 2018, a set of proposals and measures for the status of the artist legislation was submitted to my Ministry by UNESCO.

The set of measures and proposals were forwarded to Ministries, Institutions and other departments directly concerned with the legislation for their feedback, views and comments and in November 2018, the set of measures and proposals was made available for public consultation, inviting comments, proposals and feedback from the public.

All comments, proposals and feedback received were compiled and forwarded to UNESCO for consideration.

UNESCO sent their views and comments in August 2019 along with a slightly revised set of draft legal provisions and measures to accommodate the reservations and concerns of the stakeholders.

Comments and views of UNESCO were sent to all stakeholders and individual meetings with stakeholders were held in October 2019 to proceed with discussions. Ms Vesna Copic, UNESCO Expert Ms Karalyn Monteil, Regional Advisor for Culture UNESCO Regional Office for Eastern Africa also participated in the discussions.

The UNESCO Experts highlighted that feedback from stakeholders were very positive. They also expressed their appreciation to the fact that various recommendations made in their report had already been implemented by Government.

It has been a consultative exercise with different actors in the sector and relevant institutions.

My Ministry has already obtained Government approval for drafting instructions to be conveyed to the Attorney General's Office and we will be having meetings with them shortly to kick start the drafting process.

Each and every African Nation has the sovereign right to adopt measures and policies to protect and promote the diversity of cultural expressions within its territory and to give due recognition to the central role of artists, others involved in the creative process, cultural communities, and organizations involved in nurturing such diversity.

To conclude I would like to thank UNESCO for this initiative to promote the arts and creative sector. It is high time for each and every African Nation to set up a mechanism that will help artists and creative workers to continue with the process of creativity without having resort to other jobs not related to the Creative Economy in order to sustain a living. Therefore, a new legislation is required to acknowledge their positive contribution in the socio-economic development of the Society.

I thank you for your attention.



ResiliArt

Status of the Artist in the
Africa Region

*Condition de l'artiste en
Afrique*

#shareculture



Introduction of Panelists

by **Ms. Guiomar Alonso Cano**, Regional Advisor
for Culture, UNESCO Regional Office for West
Africa (Sahel)

Introduction des panélistes

*par **Mme Guiomar Alonso Cano**, Conseiller
régional pour la Culture,
UNESCO Bureau Régional Multisectoriel pour
l'Afrique de l'Ouest (Sahel)*



Session 1

Welcoming remarks

Mots de bienvenue



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



2 ZERO HUNGER



4 QUALITY EDUCATION

UNESCO-Aschberg Programme
for Artists and Cultural Professionals



Mr. Firmin Edouard Matoko,
UNESCO Assistant Director-General
Priority Africa and External Relations

Mr. Firmin Edouard Matoko,
*Sous-Directeur général pour la Priorité
Afrique et les Relations extérieures de
l'UNESCO*



Session 2

Keynote Speech:

Mauritius efforts to develop a national legislation on the Status of the Artist

Discours d'ouverture :

Les efforts de Maurice pour développer une législation nationale sur la condition de l'artiste



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



UNESCO-Aschberg Programme
for Artists and Cultural Professionals



H.E. Mr. Avinash Teeluck, Minister of
Arts and Cultural Heritage of
Mauritius

S. Exc. M. Avinash Teeluck, *Ministre des
arts et du patrimoine culturel de
Maurice*



Session 3

International normative frameworks for artists:

Guidance for Artists and Cultural Professionals
as per the AU Agenda 2063 and the Charter for
African Cultural Renaissance

***Cadres normatifs internationaux pour les artistes :**
Orientations pour les artistes et les professionnels
de la culture conformément à l'Agenda 2063 de
l'UA et à la Charte de la Renaissance culturelle
africaine*



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



UNESCO-Aschberg Programme
for Artists and Cultural Professionals



Ms. Angela Martins, Head for Culture,
African Union Commission

***Mme Angela Martins**, Chef de Division
Culture, Commission de l'Union Africaine*



Session 3

International normative frameworks for artists:

Key aspects of the 1980 Recommendation concerning the Status of the Artist and 2005 Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions

Cadres normatifs internationaux pour les artistes : Principaux aspects de la Recommandation de 1980 relative à la condition de l'artiste et de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



UNESCO-Aschberg Programme
for Artists and Cultural Professionals



Mr. Toussaint Tiendrebeogo, Chief of the Diversity of Cultural Expressions Entity and Secretary of the 2005 Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions

***M. Toussaint Tiendrebeogo**, Chef de l'Entité de la diversité des expressions culturelles et Secrétaire de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*



2005 Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions

La Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

- A legally-binding **international agreement**
- Establishes **the right of States to maintain, adopt and implement policies and measures** to protect and promote the diversity of cultural expressions
- Encourages States to create an **environment** which encourages citizens to:
 - **create, produce, distribute and access** their own cultural expressions
 - access **diverse cultural expressions from within their territory** and **other countries** of the world
- Reinforces **organizational structures** that have a direct impact on the different stages of the cultural value chain



Where are artists and cultural professionals in the 2005 Convention?

Où sont les artistes et les professionnels de la culture dans la Convention de 2005

- Encourage non-profit organizations, public and private institutions, and **artists and other cultural professionals** to develop and promote the **free exchange and circulation of ideas**, cultural expressions and activities, goods and services, and to stimulate both the **creative and entrepreneurial spirit** in their activities
- **Nurture and support artists** and others involved in the creation of cultural expressions
- Recognize the **important contribution** of artists, others involved in the creative process, cultural communities, and organizations that support their work, and their **central role in nurturing the diversity of cultural expressions**
- Provide support for creative work and facilitating the **mobility**, to the extent possible, of artists from the developing world
- Facilitate cultural exchanges with developing countries by granting, through the appropriate institutional and legal frameworks, **preferential treatment to artists, other cultural professionals, and cultural goods and services from developing countries**.



©Eddy Kamuanga Ilunga



©JR-art.net, Courtesy of Agence VU

The 1980 Recommendation concerning the Status of the Artist *La Recommandation de 1980 relative à la condition de l'artiste*

WHY?

Despite the **diversity of circumstances** of artists in different countries in which they are expected to develop their talents, and the **varying significance** attributed to their works by the societies in which they are produced...

... questions of **similar concern arise in all countries with regard to the status of the artist**, and that a common will and inspiration are called for if a solution is to be found and if the status of the artist is to be improved

What does the Recommendation mean by status?

- the **regard** accorded to artists in a society, on the basis of the importance attributed to **the part they are called upon to play** therein
- the recognition of the liberties and rights, including **moral, economic and social rights**, with particular reference to income and social security, which artists should enjoy



©Creative Commons, Anish Kapoor

What are the assumptions underlying the 1980 Recommendation? *Quelles sont les prémisses qui sous-tendent la Recommandation de 1980 ?*

- The artist plays an important role in the life and evolution of society and that he/she should be given the opportunity to **contribute to society's development** and, as any other citizen, to exercise his/her responsibilities therein, **while preserving his/her creative inspiration and freedom of expression**
- Cultural, technological, economic, social and political development of society influences the status of the artist and that it is consequently necessary to **review his/her status, taking account of social progress in the world**
- **Artists have the right** to be considered, if he/she so wishes, as a person actively engaged in cultural work and consequently **to benefit, taking account of the particular conditions of his artistic profession, from all the legal, social and economic advantages pertaining to the status of workers**
- **The vigour and vitality of the arts depend, inter alia, on the well-being of artists both individually and collectively**
- **The opinion of artists and of the people at large should be taken into account as far as possible in the formulation and implementation of cultural policies** and for that purpose to provide them with the means for effective action



Recommendations relating to artists' social status

Recommandations relatives au statut social des artistes

- Every artist is entitled to benefit effectively from the **social security and insurance provisions** contained in:
 - the Universal Declaration of Human Rights
 - the United Nations International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights
 - the Recommendation on Participation by the People at Large in Cultural Life and their Contribution to it
- Improve the **social security, labour and tax conditions** of the artist, whether employed or self-employed
- Recognize the importance of **international protection of the rights of artists** under the terms of existing conventions:
 - Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works
 - Universal Copyright Convention
 - Rome Convention for the Protection of Performers, Producers of Phonograms and Broadcasting Organizations
 - [Beijing Treaty on Audiovisual Performances post-Recommendation] (adopted after the Recommendation)
- Recognize the right of **trade union and professional organizations of artists to represent and defend the interests of their members**

©Victor Ehikhamenor

Recommendations relating to employment, working and living conditions

Recommandations relatives à l'emploi, les conditions de travail et de vie

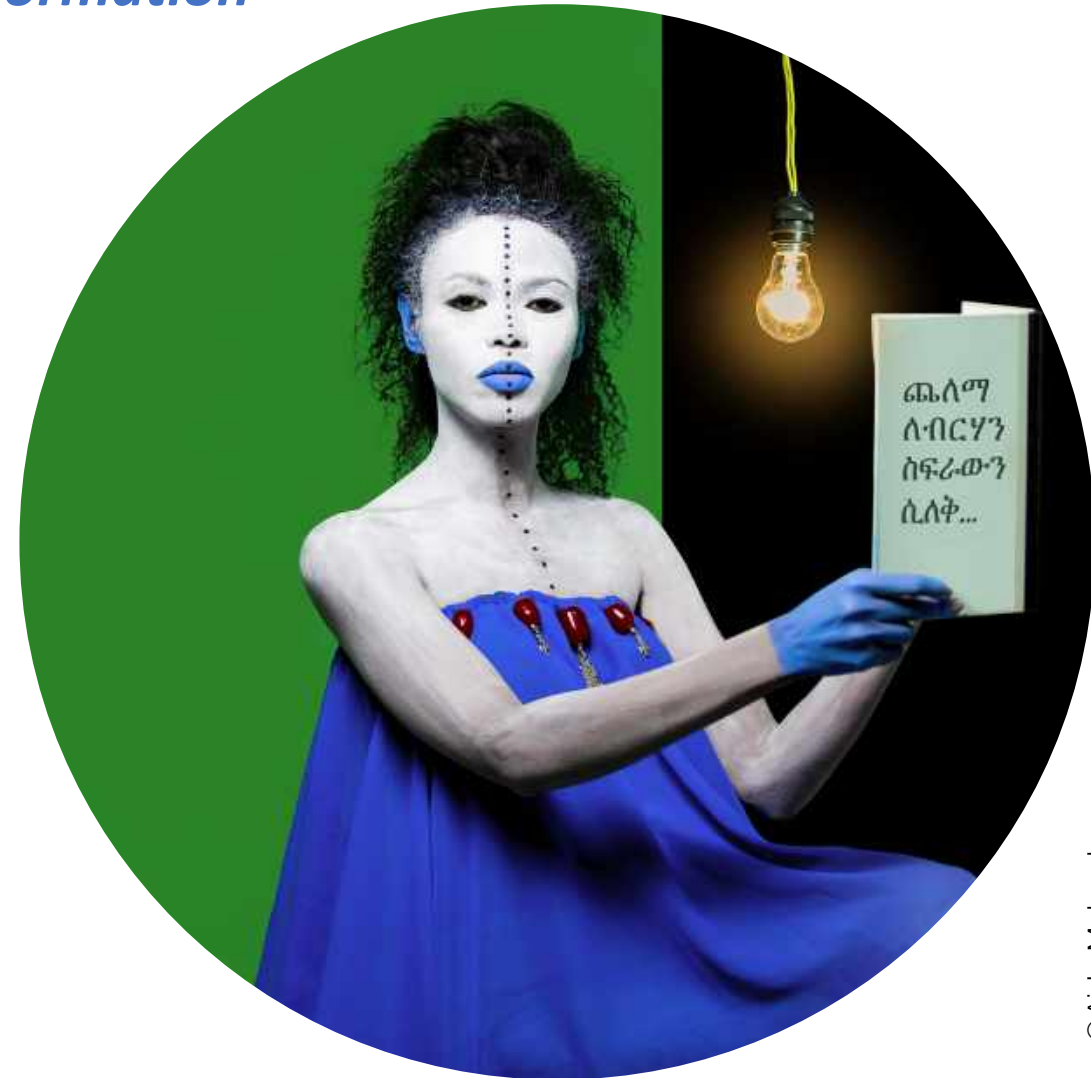
- Moral and material support through:
 - ☐ Supporting artists at the beginning of their careers
 - ☐ Devoting a proportion of public expenditure to artistic works
 - ☐ Stimulate public and private demand
 - ☐ Identify remunerative posts that artists can occupy as a complement to their artistic activity
 - ☐ Developing the necessary facilities
 - ☐ Putting in place employment support mechanisms
- Improvement of conditions of employment through:
 - ☐ Extending to artists the legal protection concerning conditions of work and employment: hours of work, weekly rest and paid leave; protection of health and the working environment
 - ☐ Appropriate forms of compensation for artists
 - ☐ Preserving artists' rights in terms of their real income and social security entitlement
- Provisions of the United Nations Declaration of the Rights of the Child
- Part played by professional and trade union organizations in the protection of employment and working conditions
- Considering the particular conditions of artists' work and activity in:
 - ☐ Social Security system
 - ☐ The provision of pension rights
 - ☐ Taxation systems
 - ☐ Medical care



Recommendations relating to vocation and training

Recommandations relatives à la vocation et la formation

- Arts education has a two-fold purpose:
 - ❑ **Stimulate artistic talent and vocation**
 - ❑ **Train a public** receptive to artistic expressions
- Art also calls for **lifelong learning**
- Cultural establishments such as theatres, art studios, radio and television broadcasting organizations play an important part in arts training and apprenticeship
- Artistic life and the practice of the arts have an **international dimension**





What do these two instruments tell us about creation in the digital age? *Que nous disent ces deux instruments sur la création à l'ère du numérique?*

- Already in 1980, “national and international legislation concerning the status of artists [was] **lagging behind** the general advances in technology” in terms of:
 - ☐ Remuneration for the distribution and commercial exploitation
 - ☐ Unauthorized exploitation, modification or distribution
 - ☐ Exclusive moral and material rights of artists in respect of any prejudice connected with the technical development of new communication and reproduction media
 - ☐ Employment opportunities in the cultural and creative industries
- **Guidelines on the Implementation of the 2005 Convention in the Digital Environment**
 - ☐ **Direct support** to artists and other cultural professionals working with digital tools
 - ☐ Training for artists and other cultural professionals in the **use of digital technologies**
 - ☐ **Spaces** dedicated to digital creativity and innovation
 - ☐ **Cooperation** among artists, educational and cultural professionals with actors in the digital environment
 - ☐ Recognition and value of the work of creators in the digital environment in terms of:
 - **Fair and equitable remuneration**
 - Transparency in the distribution of income
 - Access to necessary bandwidth
 - Respect for and protection of intellectual property rights
 - electronic legal deposit system



©Hülya Özdemir

What do these two instruments tell us about gender equality? *Que nous disent ces deux instruments sur l'égalité des genres?*

The 1980 Recommendation calls for...

... **equal opportunities** to acquire and develop the skills necessary for the complete development and exercise of artistic talents, to obtain employment, and to exercise their profession without discrimination.

... giving particular attention to the development of **women's creativity**

And 25 years later, the 2005 Convention recalls...

... the **special circumstances and needs of women** in terms of creation, production, dissemination, distribution and access to their own cultural expressions

ResiliArt - to make the voice of the artists heard

ResiliArt – faire entendre la voix des artistes

- Global movement that captures the voices of artists and other cultural professionals through virtual discussions organized independently or in partnership with UNESCO
- Aims to shed light on the far-reaching impact of the current health crisis on the culture and creative industries
- Launched on **15 April 2020**, World Art Day
- **130** debates organized (as of 28 July), of which over **35 debates** in Africa
- **Over 20 countries** in Africa have organized a ResiliArt debate including: Angola, Cameroon, Central African Republic, Chad, Congo (Republic of), Côte d'Ivoire, Democratic Republic of Congo, Ethiopia, Gabon, Gambia, Ghana, Guinea, Kenya, Nigeria, Namibia, Sao Tome and Principe, Senegal, Tanzania, Uganda, Zimbabwe



Session 4

Current experiences from the Africa region

Expériences actuelles de la région Afrique



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



UNESCO-Aschberg Programme
for Artists and Cultural Professionals





Mr. Amadou Chape Touré,
Researcher, Mali

M. Amadou Chape Touré,
Chercheur, Mali



Brahim El Mazned,
2005 Expert Facility,
Visa for Music, Morocco

M. Brahim El Mazned,
2005 La Banque
d'expertise, Visa for Music,
Maroc

Session 5

Challenges and opportunities for decent work and productive employment in the culture sector

Défis et opportunités pour un travail décent et un emploi productif dans le secteur de la culture



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



UNESCO-Aschberg Programme
for Artists and Cultural Professionals





Mr. Hervé Sea, Senior Specialist,
Workers Activities, International
Labour Organization (ILO)

***Mr. Hervé Sea**, Spécialiste des
activités pour les travailleurs -
ACTRAV
Organisation Internationale du
Travail*

Prof. Kimani Njogu,
Creative Economy
Working Group, Kenya

Prof. Kimani Njogu,
Groupe de travail sur
l'économie créative,
Kenya



Session 6

**Artists perspectives on their status in
Africa**

*Perspectives des artistes sur leur condition
en Afrique*



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



2 ZERO HUNGER



4 QUALITY EDUCATION

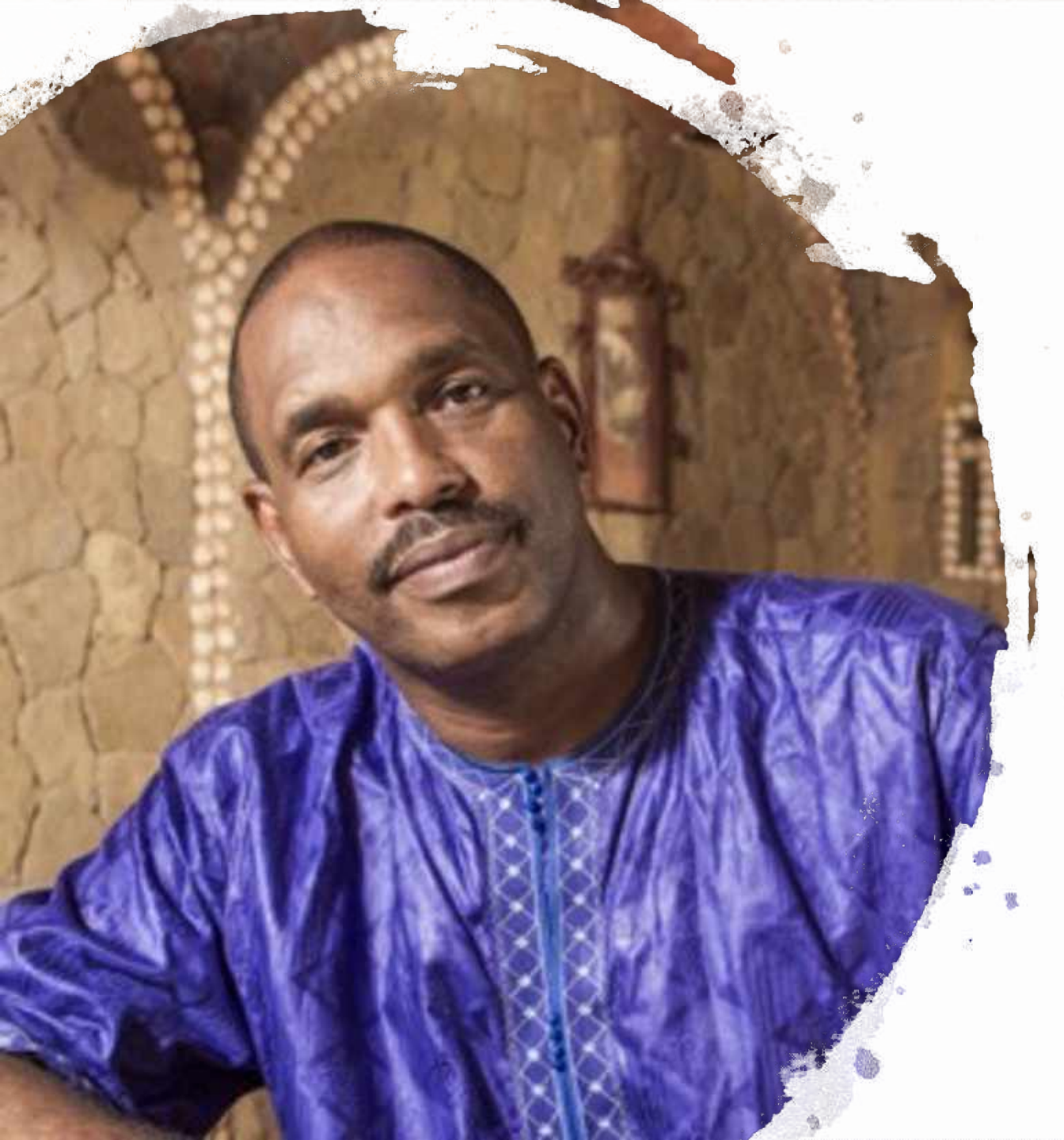
UNESCO-Aschberg Programme
for Artists and Cultural Professionals





**Ms. Lisa Thelma
Sidambe, Nhimbe Trust,
Zimbabwe**

***Mme. Lisa Thelma
Sidambe, Nhimbe Trust,
Zimbabwe***



Mr. Daniel Gomes,
president of the
Association of Music
Professions of Senegal

M. Daniel Gomes,
président de l'Association
des professions musicales
du Sénégal



Mr. Bessa Simmons,
President of MUSIGA, Ghana

M. Bessa Simmons,
Présidente de MUSIGA, Ghana

Session 7

Artists in the digital environment:
fair remuneration and digital skills

***Les artistes dans l'environnement
numérique : rémunération équitable et
compétences numériques***



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



UNESCO-Aschberg Programme
for Artists and Cultural Professionals





Ms. Ojoma Ochai,
2005 Convention
Expert Facility,
Nigeria

Mme Ojoma Ochai,
*2005 La Banque
d'expertise, Nigeria*

Session 8

Gender perspectives on artists' rights

Perspectives de genre sur les droits des artistes



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



UNESCO-Aschberg Programme
for Artists and Cultural Professionals





Ms. Marème Malong,
lawyer and
contemporary African
art gallery owner

Mme. Marème Malong,
juriste et galeriste d'art
contemporain africain

Session 9

Discussion - Question/ Answer

Moderated by **Ms. Berta De Sancristobal**, UNESCO Diversity of Cultural Expressions Entity

Discussion - Questions/Réponses

*Modéré par **Mme Berta De Sancristobal**, Entité de l'UNESCO pour la diversité des expressions culturelles*



Session 10

Closing Remarks

Discours de cloture



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



UNESCO-Aschberg Programme
for Artists and Cultural Professionals



Mr. Toussaint Tiendrebeogo, Chief of the Diversity of Cultural Expressions Entity and Secretary of the 2005 Convention on the Diversity of Cultural Expressions

***M. Toussaint Tiendrebeogo**, Chef de l'Entité de la diversité des expressions culturelles et Secrétaire de la Convention de 2005 sur la diversité des expressions culturelles*



Thank you!

Merci!



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



2 ZERO HUNGER



4 QUALITY EDUCATION

UNESCO-Aschberg Programme
for Artists and Cultural Professionals



African
Union



© UNESCO

UNESCO organized an online regional debate on 28 July 2020 entitled "ResiliArt|Africa: Status of the Artist in the Africa Region", which mobilized over 140 national authorities, artists, experts and other cultural stakeholders from the Africa region to focus on the urgent need to develop national legislation for the arts and creativity sector to transition from an informal to a formal sector in line with the UNESCO Recommendation concerning the status of artists, the UNESCO Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions, and the African Union Charter for African Cultural Renaissance.

ResiliArt is a global movement launched by UNESCO in April 2020 that consists of a series of virtual debates with key industry professionals and artists – both renowned and unknown – that raises awareness of the far-reaching impact of the current confinement measures on the culture sector. It aims to support UNESCO Member States in the development of policies and financial mechanisms that can help creative individuals and communities overcome the current crisis. Since its launching, over 120 national debates have been organized around the globe, including over 30 in the Africa region. A common thread throughout all of these debates has been the fragility and unstable status of artists' income and social protection together with the critical need to develop legislation for stronger rights, fairer remuneration, and copyright reform to protect artists' rights.

The regional ResiliArt debate was opened by Mr. Edouard Matoko, UNESCO Assistant Director-General for Priority Africa and External Relations, who highlighted the ravaging consequences of the COVID-19 pandemic on the cultural sector.

“The impact on the entire creative value chain has been particularly devastating, weakening in a considerable manner the professional, social and economic status of artists and cultural professionals across the globe.”

Mr. Edouard Matoko, UNESCO Assistant Director-General for Priority Africa and External Relations

Mr. Matoko welcomed the partnership with the African Union Commission for the organization of the debate and expressed his hope that this ResiliArt|Africa platform encourages policy makers to engage in the formulation of legislation, policies and measures to support and protect the interests of artists in the Africa region.

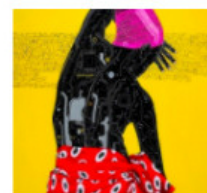
H.E. Mr. Avinash Teeluck, Minister of Arts and Cultural Heritage of Mauritius gave the keynote address for the debate, and shared the experiences of Mauritius in developing a national legislation in line with the guidance of the UNESCO Recommendation concerning the Status of the Artist. He explained how Mauritius established a Transversal Inter-Ministerial Task Force and formed focus groups with the participation of artists to address key issues of status, social security, management services, education and training, funding and taxation.

“These consultations demonstrated that it is not only crucial to develop a recognized category for ‘professional’ artists but, more specifically, it is important to introduce a social security system for artists, a system of travel grants and scholarships, free spaces for rehearsals and performances, artists-in-school schemes, etc. Thus not only the registration as a mechanism in place to formalise the status of professional artists has been discussed but also how to organise the national body for artists to promote artistic creativity and provide career relevant services for artists.”

H.E. Mr. Avinash Teeluck, Minister of Arts and Cultural Heritage of Mauritius

Ms. Angela Martins, Head for Culture, at the African Union Commission presented the guidance for artists and cultural professionals in the AU Agenda 2063 and the Charter for African Cultural Renaissance. She was followed by Mr. Toussaint Tiendrebeogo, Chief of the Diversity of Cultural Expressions Entity and Secretary of the UNESCO 2005 Convention on the Diversity of Cultural Expressions, who shed light on the provisions of the 1980 Recommendation Concerning the Status of Artists with regard to training, social security, employment, income and tax conditions, mobility and freedom of expression.

The debate brought in key figures from the arts, culture and politics across the Africa region. Mr. Brahim El Mazned, a member of the UNESCO Expert Facility and founder of Visa for Music in Morocco shared their views on “Current experiences of artists from the Africa region”. Mr. Hervé Sea, Senior Specialist on Workers Activities the International Labour Organization (ILO) in Senegal and Prof. Kimani Njogu, Chair of the Creative Economy Working Group in Kenya highlighted the challenges and opportunities for decent work and productive employment in the culture sector. Three artists shared their perspectives on their status in Africa, including: Ms. Lisa Thelma Sidambe from the *Nhimbe Trust* in Zimbabwe; and Mr. Daniel Gomes, President of the Association of Music Professions of Senegal (AMS). Ms. Ojoma Ochai, a member of the 2005 Convention Expert Facility from Nigeria focused her intervention on “Artists in the digital environment: fair remuneration and digital skills”. Lastly, Ms. Marème Malong, a lawyer and contemporary African art gallery owner from Cameroon, shared her views on “Gender perspectives on artists’ rights.”



The debate, which featured English and French interpretation and was simultaneously transmitted on Facebook and YouTube Live, was moderated on the Zoom platform by Ms. Guiomar Alonso Cano, Regional Advisor for Culture in the UNESCO Dakar Office, and concluded with a discussion session moderated by Ms. Berta De Sancristobal ...

“Following this regional debate, UNESCO intends to follow up with national authorities to support their efforts to strengthen national legislation, policies and measures to support artists’ rights in line with the guidance of UNESCO and AU normative instruments and in response to the recommendations of this first Regional ResiliArt|Africa debate.”

Ms. Ann Therese Ndong-Jatta, Director of the UNESCO Regional Office for Eastern Africa

For more information:

UNESCO ResiliArt Movement:

<https://en.unesco.org/news/resiliart-artists-and-creativity-beyond-crisis>

UNESCO Recommendation Concerning the Status of Artists

http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=13138&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

YouTube Video Links:

English: https://www.youtube.com/watch?v=hFp_lzsFU5g

French: <https://www.youtube.com/watch?v=zPGlrNuWLE4>



ResiliArt Debate: Status of the Artist in the Africa Region